

À la croisée des chemins

À notre demande, le SNJ a rencontré la direction de l'information pour un rendez-vous de début de saison. Un échange qui a eu lieu vendredi dernier, en présence de Laurent Guimier donc, du directeur de la rédaction nationale Michel Dumoret et de l'un des directeurs adjoints Sébastien Vibert.

Au programme, énormément de points. A commencer par la campagne présidentielle. Nous réclamons une cohérence dans les offres entre les émissions de programme et d'information, mais aussi entre les chaînes du groupe. La confusion entre journalistes, qui participent à la fois à des émissions politiques et de divertissement, confusion entre programmation d'invités politiques, qui acceptent certaines invitations et pas d'autres, et encore confusion entre programmes de certaines chaînes et d'autres de notre groupe. Voilà de quoi rendre la campagne présidentielle illisible en interne comme en externe.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de fixer une ligne politique, mais bien une ligne éditoriale à tout cela ! Le moins qu'on puisse dire c'est que la direction, tout en comprenant la demande sans forcément la valider, semble être bien impuissante à pouvoir réguler ce que nous considérons comme très chaotique. Tout cela bien au-delà de l'arbre qui cache la forêt, ce polémiste qui veut supprimer la redevance, mais accepte d'être invité par le service public ! Mais attention, une ligne a été fixée par la direction : il viendra quand il sera candidat ! Nous verrons en novembre, puisqu'il est annoncé pour l'émission « Elysée 2022 ».

Autre point évoqué, les dérives déontologiques dans certaines rubriques « Consommation » du 13 Heures en particulier. Cela ne concerne pas nos consœurs et nos confrères bien sûr, mais la ligne éditoriale de cette édition. Trop de place est faite au patrimonial, au touristique, à un certain traitement de la consommation. Le tout parfois très proche d'une certaine forme de promotion ! Confondant volontairement notre critique éditoriale et une attaque en règle de ladite édition, la direction réfute nos arguments,

balayant nos remarques, considérant que la ligne éditoriale, c'est un choix de direction et rien d'autre. Mais en revanche, faire des journaux sans nous, cela va être plus compliqué, avons-nous répondu.

Fort logiquement nous avons réitéré notre impatience quant au rééquilibrage entre éditions et services. Nous avons rappelé que nous n'étions pas des prestataires, et bien que salariés de France Télévisions, nous restons des journalistes indépendants, comme cela est défini dans notre charte d'éthique professionnelle. Là-dessus, on nous demande du temps, ce que nous pouvons comprendre, mais pendant les travaux, les mauvaises pratiques continuent.

Nous avons enfin eu le temps d'évoquer la nécessaire surveillance de certaines dérives de management. Nous sommes bien entendu défenseurs du respect mutuel, mais pour autant le « deux poids deux mesures » dans la prise en compte des signalements reste défavorable aux salariés de base. La prérogative des sanctions est celle de l'employeur, notre rôle est d'alerter et pas d'instruire, et c'est à ce titre que nous avons fait passer le message.

Nous profitons de ce compte-rendu pour ajouter notre inquiétude en termes d'emploi et de moyens. La rédaction nationale est entrée depuis plusieurs mois dans une période de diète coupable que nous ressentons tous dans nos services respectifs. Nous interpellons notre direction lors d'une prochaine rencontre. Il n'est plus possible d'assurer notre mission dans ces conditions, qui, de plus, a pour conséquence un non-respect des amplitudes horaires.

Paris, le 13 octobre 2021